

Du cobalt responsable pour une transition verte durable

Le cobalt est un composant essentiel des batteries lithium-ion, utilisées notamment pour les smartphones, les ordinateurs ou les voitures électriques. La demande pourrait être multipliée par quatre d'ici à 2030. Comment s'assurer que ce minerai est produit de manière responsable alors qu'un grand nombre de mines restent artisanales ?

LAUREN HOSTETTLER

«Près de 40% de la demande de cobalt concerne la production de batteries et 20% sert pour les supers-alliages, notamment utilisés dans l'aéronautique et les fusées», précise Maximilien Deudon, trader de cobalt pour Transamine. La demande pour ce matériau est en hausse constante.

«Le cobalt est un élément-clé de la transition vers la mobilité verte. Une voiture électrique en contient environ huit kilos, onze kilos pour un modèle Tesla S», détaille Dorothée Baumann-Pauly, professeure titulaire à la Geneva School of economics and management (Université de Genève) et directrice du Geneva Center for Business



DOROTHÉE BAUMANN-PAULY, professeure titulaire à la GSEM (Université de Genève) et directrice du Geneva Center for Business and Human Rights.

and Human Rights. La chercheuse s'est rendue en République Démocratique du Congo (RDC) en septembre 2019 pour visiter des mines où le minerai est extrait à la main à l'aide de simples outils et pour identifier les mesures qu'il faudrait mettre en œuvre pour régulariser ces mines, c'est-à-dire les rendre plus sûres et socialement plus durables. «La RDC produit près de 70% du cobalt utilisé dans le

monde et la moitié des réserves mondiales de cobalt se trouve dans le pays. Entre 15% et 30% des mines du pays sont des exploitations minières artisanales et à petite échelle», explique Dorothée Baumann-Pauly. Les concessions minières industrielles à grande échelle utilisent généralement de la machinerie lourde et créent moins d'emplois que les mines informelles, dont dépendent plus de deux millions de Congolais. «Les grandes entreprises minières appartiennent souvent à des conglomérats cotés en bourse. Elles ont l'obligation de publier des rapports concernant leurs pratiques. Certains petits producteurs dans des régions spécifiques peuvent parfois se montrer plus opaques, car moins uniformisés. Nous ne travaillons pas avec ces derniers, car nous mettons un point d'honneur à la transparence de notre chaîne d'approvisionnement», indique Maximilien Deudon. «Les contrats d'achat et de vente s'étendent sur des périodes de plusieurs années et doivent pouvoir compter sur des sources d'approvisionnement stables et fiables. Dans l'ensemble des cas, le cobalt est un produit secondaire issu de l'extraction du cuivre et du nickel, ces derniers étant eux-mêmes réglementés.» La régulation des mines permettra d'assurer une qualité industrielle de la production et ainsi favoriser sa vente sur le marché international en garantissant une extraction responsable. Les compagnies minières, mais aussi les marques comme BMW ou Tesla et les sociétés de négoce de matières premières doivent prendre part à l'établissement de mesures, estime Dorothée Baumann-Pauly.

ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL PLUS SÛR, PLUS RESPECTUEUX

En novembre dernier, Trafigura Pte Ltd, une société de négoce

de matières premières basée en Suisse, a signé un accord d'approvisionnement avec l'Entreprise Générale du Cobalt (EGC), une société minière détenue par la RDC. James Nicholson, chef de la responsabilité d'entreprise pour Trafigura, déclare: «Le gouvernement de la RDC, par le biais de l'EGC et de ses services publics, a défini un cadre opérationnel très clair. Notre objectif commun est de renforcer la confiance dans le cobalt produit par les opérations semi-mécanisées d'EGC. Nous y parviendrons en assurant un environnement de travail plus sûr, plus propre, plus respectueux et formalisé pour les personnes engagées dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle; le respect des droits de l'homme et



JAMES NICHOLSON, chef de la responsabilité d'entreprise pour Trafigura.

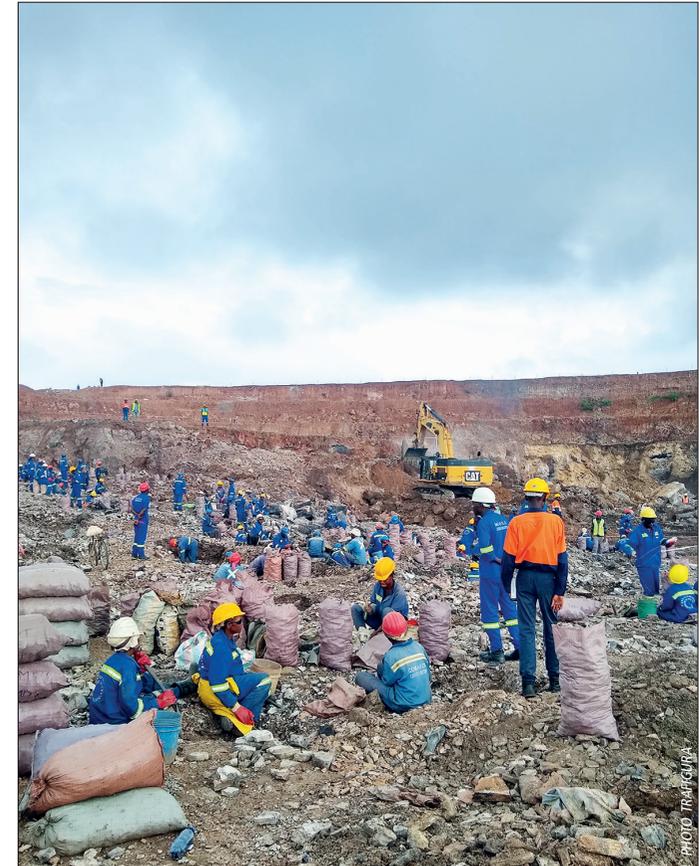
de la sécurité conformément au droit local et aux normes internationales; une chaîne d'approvisionnement traçable du site minier au marché; un contrôle préalable continu effectué par les parties concernées et le paiement à l'État des taxes, frais et redevances légitimes.» L'EGC veillera à ce que le minerai commercialisé par Trafigura soit conforme au *Guide de l'Organisation de coopération et de développements économiques sur le devoir de diligence appli-*

cable aux chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque. Jean-Dominique Takis Kumbo, directeur général de l'EGC, a déclaré dans un communiqué: «Ce partenariat répond à la volonté du gouvernement de défendre et promouvoir la production artisanale nationale. Il était primordial que des mesures soient prises pour soutenir la formalisation de cette industrie.»

DES NORMES POUR PLUS DE SÉCURITÉ

«Les questions environnementales ou sécuritaires sont essentielles à l'heure actuelle», ajoute Maximilien Deudon. «Ces problématiques participent à l'image de marque des conglomérats miniers, des utilisateurs finaux et des entreprises de négoce. Le gouvernement du Congo a pris des initiatives pour devenir de plus en plus transparent. Il est maintenant aussi possible de faire appel à des organisations non gouvernementales pour auditer, vérifier la traçabilité du métal extrait et s'assurer du bon fonctionnement et de la conformité des structures plus petites.»

Parmi les solutions possibles, Dorothée Baumann-Pauly liste les règles sécuritaires, environnementales et sanitaires qui devraient être contrôlées par un organe indépendant. «Il faut que des normes communes puissent être édictées, par exemple concernant la profondeur des puits.» A Mutoshi (la mine de Mutoshi est une mine à ciel ouvert de cuivre située dans la province de Katanga, en RDC), l'accès au site est limité, les ouvriers indépendants sont représentés par une coopérative de mineurs reconnue au niveau national et une organisation à but non lucratif veille au respect des mesures. «La compagnie utilise une pelle mécanique



LE PROJET PILOTE DE MUTOSHI a eu des impacts sociaux et économiques positifs au niveau local.

pour dégager les puits afin d'éviter que les mineurs ne creusent des tunnels. Cela améliore la sécurité et la productivité des travailleurs», explique Dorothée Baumann-Pauly. Le danger est l'écroulement de ces tunnels, qui provoquent un manque d'oxygène et une poussière nocive pour les poumons. Les mines à ciel ouvert sont plus sûres. «La garantie d'emplois stables et la diminution des accidents aideront à réduire la pauvreté du pays et limitera ainsi le travail des enfants», estime-t-elle.

Trafigura, de son côté, indique que le meilleur exemple de réalisations passées n'est autre que l'expérience acquise dans le cadre du projet-pilote de Mutoshi¹, qui a eu des impacts sociaux et économiques positifs

au niveau local. James Nicholson liste notamment une amélioration nette des conditions de travail et des services de soins accessibles librement, ce qui a eu des effets bénéfiques sur la santé des participants, un impact positif marqué sur l'économie locale, y compris la création de nouvelles entreprises en réponse à une demande en constante croissance de biens et de services. «Pour mille mineurs sur le site, l'impact économique local est de près d'un million de dollars américains par an. De plus, les femmes minières participant au projet gagnent près de deux fois et demi plus que leurs homologues travaillant dans les mines à l'extérieur du site du projet.» ■

¹ www.trafigura.com/responsibility/responsible-sourcing/mutoshi-pilot-project/